

Jean-Paul Fitoussi : « Il faut faire l'Europe des biens publics »

Les Echos 12 février 2007

S'attacher aux objectifs communs plutôt qu'aux doctrines économiques, privilégier le politique sur le technique. Telles sont les idées sur lesquelles le président de l'OFCE souhaiterait refonder l'Union européenne.

L'OFCE a décidé d'apporter sa contribution au débat sur l'avenir du projet européen. Dans son édition 2007 de « L'état de l'Union européenne », présentée hier à Paris dans le cadre d'un colloque du Forum de Paris sur « l'Union, 50 ans après », ses chercheurs suggèrent, sous la direction de Jean-Paul Fitoussi, réformes et inflexions pour sortir l'Europe de l'impasse. Rappelant, à l'approche du cinquantenaire du traité de Rome, que ce dernier affirmait la volonté de ses membres « d'assurer par une action commune le progrès économique et social de leurs pays », l'OFCE lance un « Manifeste pour l'Europe des biens publics » : « Fournir des biens publics, comme le plein-emploi, l'énergie, la connaissance, la protection de l'environnement, est plus essentiel et pertinent aux yeux des populations que le respect scrupuleux de critères de stabilité monétaire et budgétaire », explique Jean-Paul Fitoussi, et redonnerait son sens à la construction économique européenne.

Objectifs contradictoires

Refonder l'Union autour de ces notions est d'autant plus urgent que l'Europe s'est en partie détournée de ses projets originels, laissant « le primat » à des « doctrines économiques » au détriment du politique. Ainsi de l'échec - du moins jusqu'ici - de la stratégie de Lisbonne qui instaure, selon lui, une concurrence néfaste entre Etats membres dans une course aux meilleurs classements nationaux au lieu d'accroître la coopération entre économies européennes. Et qui assigne aux Etats membres des objectifs souvent contradictoires.

« Est-il possible de combler simultanément le déficit de travail, le déficit de productivité et le «déficit environnemental» ? », s'interroge l'économiste. Autre exemple, la politique de la concurrence est exercée de manière trop tatillonne par la Commission européenne et deviendrait selon Jean-Paul Fitoussi « un frein et non un accélérateur de l'Union européenne : une conception trop rigide de la concurrence peut se révéler néfaste en empêchant des restructurations fécondes ou la protection d'industries naissantes ». En pratique, ajoute-t-il, la politique de la concurrence aboutit à l'inverse du but poursuivi : les grandes entreprises sont conduites à rechercher des alliances ailleurs que sur le territoire européen : « Il appartient au pouvoir politique, en l'occurrence au Conseil et au Parlement européens de faire les arbitrages nécessaires entre les exigences de la concurrence et celles de la compétitivité. »

De même encore, ajoute l'économiste, la Banque centrale européenne adopte une conception « trop étroite » de la stabilité des prix mettant en péril « la stabilité macroéconomique, bien public qui englobe la stabilité mais aussi la croissance et l'emploi ». Enfin, les autorités privilégient le bien public « stabilité financière » en exigeant l'équilibre des finances publiques, au détriment de la croissance. « Le Pacte de stabilité devrait être le moyen donné aux gouvernements de décider ensemble

d'une stratégie d'investissement », assure le président de l'OFCE, qui demande l'exclusion des dépenses liées à l'investissement public du calcul du déficit budgétaire, « comme c'est le cas au Royaume-Uni depuis 1997 ». Toutes ces règles peuvent être réformées, mais elles pourraient aussi, plus simplement, faire l'objet d'une interprétation différente de la part du Conseil des ministres européen.

Ressources mises en commun

Comme pour figurer cette « Europe des biens publics », l'OFCE propose la création d'une « Communauté européenne de l'environnement, de l'énergie et de la recherche », trois domaines liés entre eux par le fait que « la solution du problème écologique, à travers la recherche d'énergies de substitution, pourrait être un accélérateur de croissance ». A l'image de la Ceca, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui avait pour ambition de mettre en commun les matières premières de la guerre pour rendre cette dernière impossible, ce nouvel ensemble viserait à mettre en commun les ressources du développement économique pour empêcher son épuisement.